FRC.4 29526

CONVENTION NATIONALE.

436
Case
Frc
24529

RAPPORT

FAIT

A LA CONVENTION NATIONALE,

AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

Par le citoyen ROBESPIERRE, membre de ce comité,

Sur la situation politique de la République;

Le 27 Brumaire, l'an 2 de la République.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Nous appelons aujourd'hui l'attention de la Convention nationale sur les plus grands intérêts de la patrie. Nous venons remettre sous vos yeux la situation de la République à l'égard des diverses puissances de la terre, & sur-tout des peuples que la nature & la raison attachent à notre cause, mais que l'intrigue & la perfidie attachent à not e cause, mais que l'intrigue & la perfidie cherchent à ranger au nombre de nos ennemis.

Au sortir du chaos où les trahisons d'une cour criminelle & le règne des factions avoient plongé le gouvernement, il faut que

THE NEWBERRY LIBRARY

les législateurs du peuple français fixent les principes de leur politique envers les amis & les ennemis de la République ; il faut qu'ils déploient aux yeux de l'univers le véritable caractère de la nation qu'ils ont la gloire de représenter. Il est temps d'apprendre aux imbécilles qui l'ignorent, ou aux pervers qui feignent d'en douter, que la République française existe ; qu'il n'y a de précaire dans le monde que le triomphe du crime & la durée du despotisme ; il est temps que nos alliés se confient à notre sagesse & à notre fortune, autant que les tyrans armés contre nous redoutent notre courage & notre puissance.

La révolution française a donné une secousse au monde. Les élans d'un grand peuple vers la liberté devoient déplaire aux rois qui l'entouroient. Mais il y avoit loin de cette disposition secrète à la résolution périlleuse de déclarer la guerre au peuple français, & sur-tout à la ligue monstreuse de tant de puissances essentiellement divisées d'intérêts.

Pour les réunir, il falloit la politique de deux cours dont l'influence dominoit toutes les autres ; pour les enhardir, il fallait l'alliance du roi même des Français, & les trahisons de toutes les factions qui le caressèrent & le menacèrent tour-à-tour, pour régner sous son nom, ou pour élever un autre tyran sur les débris de sa puissance.

Les temps qui devoient enfanter le plus grand des prodiges de la raison devoient aussi être souillés par les derniers excès de la corruption humaine. Les crimes de la tyrannie accélérèrent les progrès de la liberté, & les progrès de la liberté multiplièrent les crimes de la tyrannie, en redoublant ses alarmes & ses fureurs. Il y a eu, entre le peuple & ses ennemis, une réaction continuelle dont la violence progressive a opéré en peu d'années l'ouvrage de plusieurs siècles.

Il est connu aujourd'hui de tout le monde que la politique du cabinet de Londres contribua beaucoup à donner le premier branle à notre révolution. Ses projets étoient vastes ; il vouloit, au milieu des orages politiques, conduire la France épuisée & démembrée à un changement de dynastie, & placer le duc d'Yorck sur le trône de Louis XVI. Ce projet devoit être favorisé par les intrigues & par la puissance de la maison d'Orléans, dont le chef, ennemi de la cour de France, étoit depuis long-temps étroitement lié avec celle d'Angleterre. Content des honneurs de la vengeance & du titre de beau-père du roi, l'insouciant Philippe auroit facilement consenti à finir sa carrière au sein du repos & de la volupté. L'exécution de ce plan devoit assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition ou de sa jalousie, Toulon, Dunkerque & nos colonies. Maître à la fois de ces importantes possessions, maître de la mer & de la France, le gouvernement

anglais auroit bientôt forcé l'Amérique à rentrer sous la domination de George. Il est à remarquer que ce cabinet a conduit de front, en France & dans les États-Unis, deux intrigues parallèles, qui tendoient au même but. Tandis qu'il cherchoit à séparer le midi de la France du nord; il conspiroit pour détacher les provinces septentrionales de l'Amérique des provinces méridionales; & comme on s'efforce encore aujourd'hui de fédéraliser notre République, on travaille à Philadelphie à rompre les liens de la confédération qui unissent les différentes portions de la République américaine.

Ce plan étoit hardi. Mais le génie consiste moins à former des plans hardis qu'à calculer les moyens qu'on a de les exécuter. L'homme le moins propre à deviner le caractère & les ressources d'un grand peuple est peut-être celui qui est habile dans l'art de corrompre un parlement. Qui peut moins apprécier les prodiges qu'enfante l'amour de la liberté, que l'homme vil dont le métier est de mettre en jeu tous les vices des esclaves? Semblable a un enfant dont la main débile est blessée par une arme terrible qu'elle a l'imprudence de toucher, Pitt voulut jouer avec le peuple français, & il en a été foudroyé.

Pitt s'est grossièrement trompé sur notre révolution, comme Louis XVI & les aristocrates français, abusés par leur mépris pour le peuple; mépris fondé uniquement sur la conscience de leur propre bassesse. Trop immoral pour croire aux vertus républicaines, trop peu philosophe pour faire un pas vers l'avenir, le ministre de George étoit au dessous de son siècle; le siècle s'élançoit vers la liberté, & Pitt vouloit le faire rétrograder vers la barbarie & vers le despotisme. Aussi l'ensemble des événemens a trahi jusqu'ici ses rêves ambitieux; il a vu briser tour-à-tour, par la force populaire, les divers instrumens dont il s'est servi; il a vu disparoître Necker, d'Orléans, Lafayette, Lameth, Dumouriez, Custine, Brissot, & tous les pygmées de la Gironde. Le peuple français s'est dégagé jusqu'ici des fils de ses intrigues, comme Hercule d'une toile d'araignée.

Voyez comme chaque crise de notre révolution l'entraîne toujours au-delà du point où il vouloit l'arrêter; voyez avec quels pénibles efforts il cherche à faire reculer la raison publique & à entraver la marche de la liberté; voyez ensuite quels crimes prodigués pour la détruire. A la fin de 1792, il croyoit préparer insensiblement la chûte du roi Capet, en conservant le trône pour le fils de son maître; mais le 10. août a lui, & la République est fondée. C'est en vain que, pour l'étouffer dans son berceau, la faction Girondine & tous les lâches émissaires des tyrans étrangers appellent de toutes parts les serpens de la calomnie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéralisme, le monstre de l'aris-

tocratie : le 31 mai, le peuple s'éveille, & les traîtres ne sont plus. La Convention se montre aussi juste que le peuple, aussi grande que sa mission. Un nouveau pacte social est proclamé, cimenté par le vœu unanime des Français ; le génie de la liberté plane d'une aile rapide sur la surface de cet empire, en rapproche toutes les parties prêtes à se dissoudre, & le raffermit sur ses vastes fondemens.

Mais ce qui prouve à quel point le principal ministre de Georges III manque de génie, en dépit de l'attention dont nous l'avons honoré, c'est le système entier de son administration. Il a voulu sans cesse allier deux choses évidemment contradictoires, l'extension sans bornes de la prérogative royale, c'est-à-dire, le despotisme, avec l'accroissement de la prospérité commerciale de l'Angleterre ; comme si le despotisme n'étoit pas le fléau du commerce, comme si un peuple qui a eu quelqu'idée de la liberté pouvoit descendre à la servitude, sans perdre l'énergie qui seule peut être la source de ses succès. Pitt n'est pas moins coupable envers l'Angleterre, dont il a mille fois violé la constitution, qu'envers la France. Le projet même de placer un prince anglais sur le trône des Bourbons étoit un attentat contre la liberté de son pays, puisqu'un roi d'Angleterre dont la famille régneroit en France & en Hanovre, tiendroit dans ses mains tous les moyens de l'asservir. Comment une nation qui a craint de remettre une armée entre les mains du roi, chez qui on a souvent agité la question, si le peuple anglais devoit souffrir qu'il réunît à ce titre la puissance & le titre de duc de Hanovre ; comment cette nation rampe-t-elle sous le joug d'un esclave qui ruine sa patrie, pour donner des couronnes à son maître ? Au reste, je n'ai pas besoin d'observer que le cours des événemens imprévus de notre révolution a dû nécessairement forcer le ministère anglais à faire, selon les circonstances, beaucoup d'amendemens à ses premiers plans, multiplier ses embarras, & par conséquent ses noirceurs. Il ne seroit pas même étonnant que celui qui voulut donner un roi à la France fût réduit aujourd'hui à épuiser ses dernières ressources pour conserver le sien ou pour se conserver lui-même.

Dès l'année 1791, la faction anglaise & tous les ennemis de la liberté s'étoient apperçus qu'il existoit en France un parti républicain, qui ne transigeroit pas avec la tyrannie, & que ce parti étoit le peuple. Les assassinats partiels, tels que ceux du Champ-de-Mars & de Nancy, leur paroissoient insuffisans pour le détruire ; ils résolurent de lui donner la guerre : de-là, la monstrueuse alliance de l'Autriche & de la Prusse, & ensuite la ligue de toutes les puissances armées contre nous. Il seroit absurde d'attribuer principalement ce phénomène à l'influence des émigrés, qui fatiguèrent long-temps toutes les cours de leurs clameurs im-

puiſſantes, & au crédit de la cour de France ; il fut l'ouvrage de la politique étrangère, ſoutenue du pouvoir des factieux qui gouvernoient la France.

Pour engager les rois dans cette téméraire entrepriſe, il ne ſuffiſoit pas d'avoir cherché à leur perſuader que, hors un petit nombre de républicains, toute la nation haiſſoit en ſecret le nouveau régime, & les attendoit comme des libérateurs ; il ne ſuffiſoit pas de leur avoir garanti la trahiſon de tous les chefs de notre gouvernement & de nos armées : pour juſtifier cette odieuſe entrepriſe aux yeux de leurs ſujets épuiſés, il falloit leur épargner juſqu'à l'embarras de nous déclarer la guerre. Quand ils furent prêts, la faction dominante la leur déclara à eux-mêmes. Vous vous rappelez avec quelle aſtuce profonde elle ſut intéreſſer au ſuccès de ſes perfides projets le courage naturel des Français & l'enthouſiaſme civique des ſociétés populaires. Vous ſavez avec quelle impudence machiavélique ceux qui laiſſoient nos gardes nationales ſans armes, nos places fortes ſans munitions, nos armées entre les mains des traîtres, nous excitoient à aller planter l'étendard tricolor juſques ſur les bornes du monde. Déclamateurs perfides, ils inſultoient aux tyrans, pour les ſervir ; d'un ſeul trait de plume, ils renverſoient tous les trônes, & ajoutoient l'Europe à l'empire Français : moyen sûr de hâter le ſuccès des intrigues de nos ennemis, dans le moment où ils preſſoient tous les gouvernemens de ſe déclarer contre nous.

Les partiſans ſincères de la République avoient d'autres penſées. Avant de briſer les chaînes de l'univers, ils vouloient aſſurer la liberté de leur pays ; avant de porter la guerre chez les deſpotes étrangers, ils vouloient la faire au tyran qui les trahiſſoit ; convaincus d'ailleurs qu'un roi étoit un mauvais guide pour conduire un peuple à la conquête de la liberté univerſelle, & que c'eſt à la puiſſance de la raiſon, non à la force des armes, de propager les principes de notre glorieuſe révolution.

Les amis de la liberté cherchèrent de tout temps les moyens les plus ſûrs de la faire triompher : les agens de nos ennemis ne l'embraſſent que pour l'aſſaſſiner. Tour-à-tour extravagans ou modérés, prêchant la foibleſſe & le ſommeil où il faut de la vigilance & du courage, la témérité & l'exagération où il s'agit de prudence & de circonſpection, ceux qui, à la fin de 1791, vouloient briſer tous les ſceptres du monde, ſont les mêmes qui au mois d'août 1792, s'efforcèrent de parer le coup qui fit tomber celui du tyran. Le char de la révolution roule ſur un terrain inégal ; ils ont voulu l'enrayer dans les chemins faciles ; ils le précipitent avec violence dans les routes périlleuſes ; ils cherchent à le briſer contre le but.

Tel eſt le caractère des faux patriotes, telle eſt la miſſion des

émissaires stipendiés par les cours étrangères. Peuple, tu pourras les distinguer à ces traits.

Voilà les hommes qui naguères encore régloient les relations de la France avec les autres nations. Reprenons le fil de leurs machinations.

Le moment étoit arrivé où le gouvernement britannique, après nous avoir suscité tant d'ennemis, avoit résolu d'entrer lui-même ouvertement dans la ligue; mais le vœu national & le parti de l'opposition contrarioient ce projet du ministère. Brissot lui fit déclarer la guerre; on la déclara en même temps à la Hollande; on la déclara à l'Espagne, parce que nous n'étions nullement préparés à combattre ces nouveaux ennemis, & que la flotte espagnole étoit prête à se joindre à la flotte anglaise.

Avec quelle lâche hypocrisie les traîtres faisoient valoir de prétendues insultes à nos envoyés, concertées d'avance entr'eux & les puissances étrangères! Avec quelle audace ils invoquoient la dignité de la nation dont il se jouoient insolemment!

Les lâches! ils avoient sauvé le despote prussien & son armée; ils avoient engraissé la Belgique du plus pur sang des Français; ils parloient naguères de municipaliser l'Europe, & ils repoussoient les malheureux Belges dans les bras de leurs tyrans; ils avoient livré à nos ennemis nos trésors, nos magasins, nos armes, nos défenseurs: sûr de leur appui, & fier de tant de crimes, le vil Dumourier avoit osé menacer la liberté jusques dans son sanctuaire. .... O patrie! quelle divinité tutélaire a donc pu t'arracher de l'abyme immense creusé pour t'engloutir, dans ces jours de crimes & de calamités où, ligués avec tes innombrables ennemis, tes enfans ingrats plongeoient dans ton sein leurs mains parricides, & sembloient se disputer tes membres épars, pour les livrer tout sanglans aux tyrans féroces conjurés contre toi, dans ces jours affreux où la vertu étoit proscrite, la perfidie couronnée, la calomnie triomphante, où tes ports, tes flottes, tes armées, tes forteresses, tes administrateurs, tes mandataires, tout étoit vendu à tes ennemis! Ce n'étoit point assez d'avoir armé les tyrans contre nous: on vouloit nous vouer à la haine des nations, & rendre la révolution hideuse aux yeux de l'univers. Nos journalistes étoient à la solde des cours étrangères, comme nos ministres & une partie de nos législateurs. Le despotisme & la trahison présentoient le peuple français à tous les peuples comme une faction éphémère & méprisable, le berceau de la République comme le repaire du crime; l'auguste liberté étoit travestie en une vile prostituée. Pour comble de perfidie, les traîtres cherchoient à pousser le patriotisme même à des démarches inconsidérées, & préparoient eux-mêmes la matière de leurs calomnies: couverts de tous les crimes, ils en accusoient la vertu qu'ils plongeoient dans les cachots, & chargeoient de leur propre extravagance les amis

de la patrie qui en étoient les vengeurs ou les victimes. Graces à la coalition de tous les hommes puissans & corrompus, qui remettoient à-la-fois dans des mains perfides tous les ressorts du gouvernement, toutes les richesses, toutes les trompettes de la renommée, tous les canaux de l'opinion, la République française ne trouvoit plus un seul défenseur dans l'Europe ; & la vérité captive ne pouvoit trouver une issue pour franchir les limites de la France ou les murs de Paris.

Ils se sont attachés particulièrement à mettre en opposition l'opinion de Paris avec celle du reste de la République, & celle de la République entière avec les préjugés des nations étrangères. Il est deux moyens de tout perdre ; l'un de faire des choses mauvaises par leur nature, l'autre de faire mal ou à contre-temps les choses même qui sont bonnes en soi. Ils les ont employés tour-à-tour. Ils ont sur tout manié les poignards du fanatisme avec un art nouveau. On a cru quelquefois qu'ils vouloient le détruire ; ils ne vouloient que l'armer, & repousser par les préjugés religieux ceux qui étoient attirés à notre révolution par les principes de la morale & du bonheur public.

Dumouriez, dans la Belgique, excitoit nos volontaires nationaux à dépouiller les églises & à jouer avec les saints d'argent ; & le traître publioit en même temps des manifestes religieux dignes du pontife de Rome, qui vouoient les Français à l'horreur des Belges & du genre humain. Brissot aussi déclamoit contre les prêtres, & il favorisoit la rebellion des prêtres du Midi & de l'Ouest.

Combien de choses le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté, que les perfides émissaires de nos ennemis avoient imaginées pour la perdre !

Cependant le peuple français, seul dans l'univers, combattoit pour la cause commune. Peuples alliés de la France, qu'êtes-vous devenus ? N'étiez-vous que les alliés du roi, & non ceux de la nation ? Américains, est-ce l'automate couronné, nommé Louis VVI, qui vous aida à secouer le joug de vos oppresseurs, ou bien nos bras et nos armées ? Est-ce le patrimoine d'une cour méprisable, qui vous alimentoit, ou bien les tributs du peuple français, & les productions de notre sol favorisé des cieux ? Non, citoyens, nos alliés n'ont point abjuré les sentimens qu'ils nous doivent : mais s'ils ne se sont pas détachés de notre cause, s'ils ne se sont pas rangés même au nombre de nos ennemis, ce n'est point la faute de la faction qui nous tyrannisoit.

Par une fatalité bizarre, la république se trouve encore représentée auprès d'eux par les agens des traîtres qu'elle a punis. Le beau-frère de Brissot est le consul général de la France près les Etats-Unis. Un autre homme, nommé Genest, envoyé par Lebrun & par Brissot, à Philadelphie, en qualité d'agent plénipotentiaire, a

rempli fidellement les vues & les inſtructions de la faction qui l'a choiſi. Il a employé les moyens les plus extraordinaires pour irriter le gouvernement américain contre nous ; il a affecté de lui parler, ſans aucun prétexte, avec le ton de la menace, & de lui faire des propoſitions également contraires aux intérêts des deux nations ; il s'eſt efforcé de rendre nos principes ſuſpects ou redoutables, en les outrant par des applications ridicules. Par un contraſte bien remarquable, tandis qu'à Paris ceux qui l'avoient envoyé, perſécutoient les ſociétés populaires, dénonçoient comme des anarchiſtes les républicains luttant avec courage contre la tyrannie, Genêt, à Philadelphie, ſe faiſoit chef de club, ne ceſſoit de faire & de provoquer des motions auſſi injurieuſes qu'inquiétantes pour le gouvernement. C'eſt ainſi que la même faction qui, en France, vouloit réduire tous les pauvres à la condition d'Ilotes, & ſoumettre le peuple à l'ariſtocratie des riches, vouloit en un inſtant affranchir & armer tous les nègres pour détruire nos colonies.

Les mêmes manœuvres furent employées à la Porte, par Choiſeul-Gouffier & par ſon ſucceſſeur. Qui croiroit que l'on a établi des clubs français à Conſtantinople, que l'on y a tenu des aſſemblées primaires ? On ſent que cette opération ne pouvoit être utile ni à notre cauſe ni à nos principes ; mais elle étoit faite pour alarmer ou pour irriter la cour ottomane. Le Turc, l'ennemi néceſſaire de nos ennemis, l'utile et fidèle allié de la France, négligé par le gouvernement français, circonvenu par les intrigues du cabinet britannique, a gardé juſqu'ici une neutralité plus funeſte à ſes propres intérêts qu'à ceux de la République françaiſe. Il paroît néanmoins qu'il eſt prêt à ſe réveiller ; mais ſi, comme on l'a dit, le Divan eſt dirigé par le cabinet de Saint-James, il ne portera point ſes forces contre l'Autriche, notre commun ennemi, qu'il lui ſeroit ſi facile d'accabler, mais contre la Ruſſie, dont la puiſſance intacte peut devenir encore une fois l'écueil des armées ottomanes.

Il eſt un autre peuple uni à notre cauſe par des liens non moins puiſſans, un peuple dont la gloire eſt d'avoir briſé les fers des mêmes tyrans qui nous font la guerre, un peuple dont l'alliance avec nos rois offroit quelque choſe de bizarre, mais dont l'union avec la France républicaine eſt auſſi naturelle qu'impoſante ; un peuple enfin que les Français libres peuvent eſtimer : je veux parler des Suiſſes. La politique de nos ennemis a juſqu'ici épuiſé toutes ſes reſſources pour les armer contre nous. L'imprudence, l'inſouciance, la perfidie, ont concouru à les ſeconder. Quelques petites violations de territoire, des chicanes inutiles & minutieuſes, des injures gratuites inſérées dans les journaux, une intrigue très-active, dont les principaux foyers ſont Genève, le Mont-Terrible, & certains comités ténébreux qui ſe tiennent à Paris, compoſés de banquiers,

d'étrangers & d'intrigans couverts d'un masque de patriotisme ; tout a été mis en usage pour les déterminer à grossir la ligue de nos ennemis.

Voulez-vous connoître par un seul trait toute l'importance que ceux-ci mettent au succès de ces machinations, & en même temps toute la lâcheté de leurs moyens ? il suffira de vous faire part du bizarre stratagême que les Autrichiens viennent d'employer. Au moment où j'avois terminé ce rapport, le comité de salut public a reçu la note suivante, remise a la chancellerie de Bâle.

" C'est le 18 du mois d'octobre que l'on a agité au comité de salut public la question de l'invasion de Neufchâtel. La discussion a été fort animée : elle a duré jusqu'a deux heures après minuit. Un membre de la minorité s'y est seul opposé. L'affaire n'a été suspendue que parce que Saint-Just, qui en est le rapporteur, est parti pour l'Alsace : mais on sait de bonne part actuellement, que l'invasion de Neufchâtel est résolue par le comité. "

Il est bon de vous observer que jamais il n'a été question de Neufchâtel au comité de salut public.

Cependant il paroît qu'à Neufchâtel on a été alarmé par ces impostures grossières de nos ennemis, comme le prouve une lettre, en date du 6 novembre (vieux style) adressée à notre ambassadeur en Suisse, au nom de l'état de Zurick, par le bourg mestre de cette ville. Cette lettré, en communiquant à l'agent de la République les inquiétudes qu'a montrées la principauté de Neufchâtel, contient les témoignages les plus énergiques de l'amitié du canton de Zurick pour la nation française, & de sa confiance dans les intentions du gouvernement.

Croiriez-vous que vos ennemis ont encore trouvé le moyen de pousser plus loin l'impudence ou la stupidité ? Eh bien ! il faut vous dire qu'au moment où je parle, les gazettes allemandes ont répandu par-tout la nouvelle que le comité de salut public avoit résolu de faire déclarer la guerre aux Suisses, & que je suis chargé, moi, de vous faire un rapport pour remplir cet objet.

Mais, afin que vous puissiez apprécier encore mieux la foi anglaise & autrichienne, nous vous apprendrons qu'il y a plus d'un mois il avoit été fait, au comité de salut public, une proposition qui offroit à la France un avantage infiniment précieux dans les circonstances où nous étions : pour l'obtenir, il ne s'agissoit que de faire une invasion dans un petit état enclavé dans notre territoire, & allié de la Suisse ; mais cette proposition étoit injuste, & contraire à la foi des traités ; nous la rejetâmes avec indignation.

Au reste, les Suisses ont su éviter les piéges que leur tendoient nos ennemis communs ; ils ont facilement senti que les griefs qui

pouvoient s'être élevés étoient en partie l'effet des mouvemens orageux, inséparables d'une grande révolution, en partie celui d'une malveillance également dirigée contre la France & contre les cantons. La sagesse helvétique a résisté à la fois aux sollicitations des Français fugitifs, aux caresses perfides de l'Autriche, & aux intrigues de toutes les cours confédérées. Quelques cantons se sont bornés à présenter amicalement leurs réclamations au gouvernement français; le comité de salut public s'en étoit occupé d'avance. Il a résolu non-seulement de faire cesser les causes des justes griefs que ce peuple estimable peut avoir, mais de lui prouver, par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la défense de notre liberté, les sentimens de bienveillance & de fraternité dont la nation française est animée envers les autres peuples, & sur-tout envers ceux que leur caractère rend dignes de son alliance. Il suivra les mêmes principes envers toutes les nations amies. Il vous proposera des mesures fondées sur cette base. Au reste, la seule exposition que je viens de faire de vos principes, la garantie des maximes raisonnables qui dirigent notre gouvernement, déconcertera les trames ourdies dans l'ombre depuis long-temps. Tel est l'avantage d'une république puissante; sa diplomatie est dans sa bonne foi; & comme un honnête homme peut ouvrir impunément à ses concitoyens son cœur & sa maison, un peuple libre peut dévoiler aux nations toutes les bases de sa politique.

Quel que soit le résultat de ce plan de conduite, il ne peut être que favorable à notre cause; & s'il arrivoit qu'un génie ennemi de l'humanité poussât le gouvernement de quelques nations neutres dans le parti de nos ennemis communs, il trahiroit le peuple qu'il régit, sans servir les tyrans. Du moins nous serions plus forts contre lui de sa propre bassesse & de notre loyauté; car la justice est une grande partie de la puissance.

Mais il importe dès ce moment d'embrasser d'une seule vue le tableau de l'Europe; il faut nous donner ici le spectacle du monde politique qui s'agite autour de nous & à cause de nous.

Dès le moment où on forma le projet d'une ligue contre la France, on songea à intéresser les diverses puissances par un projet de partage de cette belle contrée. Ce projet est aujourd'hui prouvé non-seulement par les événemens, mais par des pièces authentiques. A l'époque où le comité de salut public fut formé, un plan d'attaque & de démembrement de la France, projeté par le cabinet britannique, fut communiqué aux membres qui le composoient alors. On y fit peu d'attention dans ce temps-là, parce qu'il paroissoit peu vraisemblable, & que la défiance pour ces sortes de confidences est assez naturelle. Les faits, depuis cette époque, les vérifièrent chaque jour.

L'Angleterre ne s'étoit pas oubliée dans ce partage : Dunkerque,

Toulon, les colonies, sans compter la chance de la couronne pour le duc d'York, à laquelle on ne renonçoit pas, mais dont on sacrifioit les portions qui devoient former le lot des autres puissances. Il n'étoit pas difficile de faire entrer dans la ligue le Stathouder de Hollande, qui, comme on sait, est moins le prince des Bataves, que le sujet de sa femme, & par conséquent de la cour de Berlin.

Quant au phénomène politique de l'alliance du roi de Prusse lui-même avec le chef de la maison d'Autriche, nous l'avons déjà expliqué. Comme deux brigands qui se battoient pour partager les dépouilles d'un voyageur qu'ils ont assassiné, oublient leur querelle pour courir ensemble à une nouvelle proie, ainsi le monaque de Vienne & celui de Berlin suspendirent leurs anciens differens pour tomber sur la France, & pour dévorer la République naissante. Cependant le concrert apparent de ces deux puissances cache une division réelle.

L'Autriche pourroit bien être ici la dupe du cabinet prussien & de ses autres alliés.

La maison d'Autriche, épuisée par les extravagances de Joseph II & de Léopold, jetée depuis long-temps hors des règles de la politique de Charles-Quint, de Philippe II & des vieux ministres de Marie Thérèse; l'Autriche, gouvernée aujourd'hui par les caprices & par l'ignorance d'une cour d'enfans, expire dans le Hainaut français & dans la Belgique. Si nous ne la secondons pas nous-mêmes par notre imprudence, ses derniers efforts contre la France peuvent être regardés comme les convulsions de son agonie. Déja l'impératrice de Russie & le roi de Prusse viennent de partager la Pologne sans elle, & lui ont présenté, pour tout dédommagement, les conquêtes qu'elle feroit en France avec leurs secours; c'est-à-dire, la Lorraine, l'Alsace, & la Flandre française. L'Angleterre encourage sa folie, pour nous ruiner, en la perdant elle-même. Elle cherche à ménager ses forces aux dépens de son allié, & marche à son but particulier, en lui laissant, autant qu'il est possible, tout le poids de la guerre. D'un autre côté, le Roussillon, la Navarre française & les départemens limitrophes de l'Espagne ont été promis à sa majesté catholique.

Il n'y a pas jusqu'au petit roi Sarde que l'on ait bercé de l'espoir de devenir un jour le roi du Dauphiné, de la Provence, & des pays voisins de ses anciens états.

Que pouvoit-on offrir aux puissances d'Italie, qui ne peuvent survivre à la perte de la France? Rien. Elles ont long-temps résisté aux sollicitations de la ligue; mais elles ont cédé à l'intrigue, ou plutôt aux ordres du ministère anglais, qui les menaçoit des flottes de l'Angleterre. Le territoire de Gènes a été le théâtre d'un crime dont l'histoire de l'Angleterre peut seule offrir un exemple. Des vaisseaux de cette nation, joints à des vaisseaux français livrés par

les traîtres de Toulon, ſont entrés dans le port de Gènes; auſſitôt les ſcélérats qui les montoient, Anglais & Français rebelles, ſe ſont emparés des bâtimens de la République qui étoient dans ce port ſous la ſauve-garde du droit des gens; & tous les Français qui s'y trouvoient ont été égorgés. Qu'il eſt lâche, ce ſénat de Gènes, qui n'eſt pas mort tout entier pour prévenir ou pour venger cet outrage, qui a pu trahir à-la-fois l'honneur, le peuple génois & l'humanité entière!

Veniſe, plus puiſſante & en même-temps plus politique, a conſervé une neutralité utile à ſes intérêts. Florence, celui de tous les états d'Italie à qui le triomphe de nos ennemis ſeroit le plus fatal, a été enfin ſubjuguée par eux & entraînée malgré elle à ſa ruine. Ainſi le deſpotiſme pèſe juſques ſur ſes complices, & les tyrans armés contre la République ſont les ennemis de leurs propres alliés. En général, les puiſſances italiennes ſont peut-être plus dignes de la pitié que de la colère de la France: l'Angleterre les a recrutées comme ſes matelots; elle a exercé la preſſe contre les peuples d'Italie. Le plus coupable des princes de cette contrée eſt ce roi de Naples, qui s'eſt montré digne du ſang des Bourbons, en embraſſant leur cauſe. Nous pourrons un jour vous lire à ce ſujet une lettre écrite de ſa main à ſon couſin le catholique, qui ſervira du moins à vous prouver que la terreur n'eſt point étrangère au cœur des rois ligués contre nous. Le pape ne vaut pas l'honneur d'être nommé.

L'Angleterre a auſſi oſé menacer le Danemarck par ſes eſcadres, pour le forcer à accéder à la ligue; mais le Danemarck, régi par un miniſtre habile, a repouſſé avec dignité ſes inſolentes ſommations.

On ne peut lier qu'à la folie la réſolution qu'avoit priſe le roi de Suède, Guſtave III, de devenir le généraliſſime des rois coaliſés. L'hiſtoire des ſottiſes humaines n'offre rien de comparable au délire de ce moderne Agamemnon, qui épuiſoit ſes états, qui abandonnoit ſa couronne à la merci de ſes ennemis, pour venir à Paris affermir celle du roi de France.

Le régent, plus ſage, a mieux conſulté les intérêts de ſon pays & les ſiens; il s'eſt renfermé dans les termes de la neutralité.

De tous les fripons décorés du nom de roi, d'empereur, de miniſtre, de politique, on aſſure, & nous ne ſommes pas éloignés de le croire, que le plus adroit eſt Catherine de Ruſſie, ou plutôt ſes miniſtres; car il faut ſe défier du charlataniſme de ces réputations lointaines & impériales, preſtige créé par la politique. La vérité eſt que ſous la vieille impératrice, comme ſous toutes les femmes qui tiennent le ſceptre, ce ſont les hommes qui gouvernent. Au reſte, la politique de la Ruſſie eſt impérieuſement déterminée par la nature même des choſes. Cette contrée préſente

l'union de la férocité des hordes sauvages avec les vices des peuples civilisés. Les dominateurs de la Russie ont un grand pouvoir & de grandes richesses : ils ont le goût, l'idée, l'ambition du luxe & des arts de l'Europe, & ils règnent dans un climat de fer ; ils éprouvent le besoin d'être servis & flattés par des Athéniens, & ils ont pour sujets des Tartares : ces contrastes de leur situation ont nécessairement tourné leur ambition vers le commerce, aliment du luxe & des arts, & vers la conquête des contrées fertiles qui les avoisinent à l'Ouest & au Midi. La cour de Pétersbourg cherche à émigrer des tristes pays qu'elle habite, dans la Turquie européenne & dans la Pologne, comme nos jésuites & nos aristocrates ont émigré des doux climats de la France dans la Russie.

Elle a beaucoup contribué à former la ligue des rois qui nous font la guerre, & elle en profite seule. Tandis que les puissances rivales de la sienne viennent se briser contre le rocher de la République française, l'impératrice de Russie ménage ses forces & accroît ses moyens ; elle promène ses regards avec une secrète joie, d'un côté sur les vastes contrées soumises à la domination ottomane, de l'autre sur la Pologne & sur l'Allemagne ; par-tout elle envisage des usurpations faciles ou des conquêtes rapides ; elle croit toucher au moment de donner la loi à l'Europe, du moins pourra-t-elle la faire à la Prusse & à l'Autriche ; &, dans les partages de peuples où elle admettoit les deux compagnons de ses augustes brigandages, qui l'empêchera de prendre impunément la part du lion ?

Vous avez sous les yeux le bilan de l'Europe & le vôtre, & vous pouvez déja en tirer un grand résultat : c'est que l'univers est intéressé à notre conservation. Supposons la France anéantie ou démembrée, le monde politique s'écroule. Otez cet allié puissant & nécessaire, qui garantissoit l'indépendance des médiocres états contre les grands despotes, l'Europe entière est asservie. Les petits princes germaniques, les villes réputées libres de l'Allemagne sont englouties par les maisons ambitieuses d'Autriche & de Brandebourg ; la Suède & le Danemarck deviennent tôt ou tard la proie de leurs puissans voisins ; le Turc est repoussé au-delà du Bosphore & rayé de la liste des puissances européennes ; Venise perd ses richesses, son commerce & sa considération ; la Toscane, son existence : Gènes est effacée ; l'Italie n'est plus que le jouet des despotes qui l'entourent ; la Suisse est réduite à la misère, & ne recouvre plus l'énergie que son antique pauvreté lui avoit donnée ; les descendans de Guillaume Tell succomberoient sous les efforts des tyrans humiliés & vaincus par leur aieux. Comment oseroient-ils invoquer seulement les vertus de leurs pères & le nom sacré de la liberté, si la République française avoit été détruite sous leurs yeux ? Que seroit-ce s'ils avoient contribué à sa

ruine ? Et vous, braves Américains, dont la liberté, cimentée par notre sang, fut encore garantie par notre alliance, quelle seroit votre destinée, si nous n'existions plus ? Vous retomberiez sous le joug honteux de vos anciens maîtres : la gloire de nos communs exploits seroit flétrie ; les titres de liberté, la déclaration des droits de l'humanité seroit anéantie dans les deux mondes.

Que dis-je ? que deviendroit l'Angleterre elle-même ? L'éclat éblouissant d'un triomphe criminel couvriroit-il long-temps sa détresse réelle & ses plaies invétérées ? Il est un terme aux prestiges qui soutiennent l'existence précaire d'une puissance artificielle. Quoi qu'on puisse dire, les véritables puissances sont celles qui possèdent la terre. Qu'un jour elles veuillent franchir l'intervalle qui les sépare d'un peuple purement maritime, le lendemain il ne sera plus. C'est en vain qu'une île commerçante croit s'appuyer sur le trident des mers, si ses rivages ne sont défendus par la justice & par l'intérêt des nations. Bientôt peut-être nous donnerons au monde la démonstration de cette vérité politique. A notre défaut, l'Angleterre la donneroit elle-même. Déja odieuse à tous les peuples, enorgueillie du succès de ses crimes, elle forceroit bientôt ses rivaux à la punir.

Mais, avant de perdre son existence physique & commerciale, elle perdroit son existence morale & politique. Comment conserveroit-elle les restes de sa liberté, quand la France auroit perdu la sienne, quand le dernier espoir des amis de l'humanité seroit évanoui ? Comment les hommes attachés aux maximes de sa constitution telle quelle, ou qui en desirent la réforme, pourroient-ils lutter contre un ministère tyrannique, devenu plus insolent par le succès de ses intrigues, & qui abuseroit de sa prospérité pour étouffer la raison, pour enchaîner la pensée, pour opprimer la nation ?

Si un pays qui semble être le domaine de l'intrigue & de la corruption, peut produire quelques philosophes politiques capables de connoître & de défendre ses véritables intérêts ; s'il est vrai que les adversaires d'un ministère pervers sont autre chose que des intrigans qui disputent avec lui d'habileté à tromper le peuple, il faut convenir que les ministres anglais ne sauroient reculer trop loin la tenue de ce parlement dont le fantôme semble troubler leur sommeil.

Ainsi la politique même des gouvernemens doit redouter la chûte de la République française : que sera-ce donc de la philosophie & de l'humanité ? Que la liberté périsse en France ; la nature entière se couvre d'un voile funèbre, & la raison humaine recule jusqu'aux abymes de l'ignorance & de la barbarie. L'Europe seroit la proie de deux ou trois brigands, qui ne vengeroient l'humanité qu'en se faisant la guerre, & dont le plus féroce, en écrasant ses

rivaux, nous rameneroit au règne des Huns & des Tartares. Après un si grand exemple, & tant de prodiges inutiles, qui oseroit jamais déclarer la guerre à la tyrannie ? Le despotisme, comme une mer sans rivages, se déborderoit sur la surface du globe ; il couvriroit bientôt les hauteurs du monde politique, où est déposé l'arche qui renferme les chartres de l'humanité ; la terre ne seroit plus que le patrimoine du crime ; & ce blasphême reproché au second des Brutus, trop justifié par l'impuissance de nos généreux efforts, seroit le cri de tous les cœurs magnanimes. *O Vertu !* pourroient-ils s'écrier, *tu n'es donc qu'un vain nom !*

Oh ! qui de nous ne sent pas agrandir toutes ses facultés, qui de nous ne croit pas s'élever au-dessus de l'humanité même, en songeant que ce n'est pas pour un peuple que nous combattons, mais pour l'univers ; pour les hommes qui vivent aujourd'hui, mais pour tous ceux qui existeront ? Plût au ciel que ces vérités salutaires, au lieu d'être renfermées dans cette étroite enceinte, pussent retentir en même-temps à l'oreille de tous les peuples ! au même instant les flambeaux de la guerre seroient étouffés, les prestiges de l'imposture disparoîtroient, les chaînes de l'univers seroient brisées, les sources des calamités publiques taries, tous les peuples ne formeroient plus qu'un peuple de frères, & vous auriez autant d'amis qu'il existe d'hommes sur la terre. Vous pouvez au moins les publier d'une manière plus lente à la vérité. Ce manifeste de la raison, cette proclamation solemnelle de vos principes, vaudra bien ces lâches & stupides diatribes que l'insolence des plus vils tyrans ose publier contre vous.

Au reste, dût l'Europe entière se déclarer contre vous, vous êtes plus forts que l'Europe. La République française est invincible comme la raison, elle est immortelle comme la vérité. Quand la liberté a fait une conquête telle que la France, nulle puissance humaine ne peut l'en chasser. Tyrans, prodiguez vos trésors, rassemblez vos satellites, & vous hâterez votre ruine. J'en atteste vos revers ; j'en atteste sur-tout vos succès. Un port & deux ou trois forteresses achetées par votre or ; voilà donc le digne prix des efforts de tant de rois, aidés pendant cinq années par les chefs de nos armées & par notre gouvernement même ! Apprenez qu'un peuple que vous n'avez pu vaincre avec de tels moyens, est un peuple invincible. Despotes généreux, sensibles tyrans, vous ne prodiguez, dites-vous, tant d'hommes & de trésors, que pour rendre à la France le bonheur & la paix ?

Vous avez si bien réussi à faire le bonheur de vos sujets, que vos ames royales n'ont plus maintenant à s'occuper que du nôtre. Prenez garde ; tout change dans l'univers : les rois ont assez long-temps châtié les peuples ; les peuples, à leur tour, pourroient bien aussi châtier les rois.

Pour mieux assurer notre bonheur, vous voulez, dit-on, nous affamer, & vous avez entrepris le blocus de la France avec une cer-

taine de vaisseaux : heureusement la nature est moins cruelle pour nous, que les tyrans qui l'outragent. Le blocus de la France pourroit bien n'être pas plus heureux que celui de Maubeuge & de Dunkerque. Au reste, un grand peuple qu'on ose menacer de la famine, est un ennemi terrible ; quand il lui reste du fer, il ne reçoit point de ses oppresseurs du pain & des chaînes ; il leur donne la mort.

Et vous, Représentans de ce peuple magnanime ; vous qui êtes appelés à fonder, au sein de tous les orages, la première République du monde, songez que, dans quelques mois, elle doit être sauvée & affermie par vous.

Vos ennemis savent bien que s'ils pouvoient désormais vous perdre, ce ne seroit que par vous-mêmes. Faites, en tout, le contraire de ce qu'ils veulent que vous fassiez. Suivez toujours un plan invariable de gouvernement fondé sur les principes d'une sage & vigoureuse politique.

Vos ennemis voudroient donner à la cause sublime que vous défendez, un air de légèreté & de folie ; soutenez-la avec toute la dignité de la raison. On veut vous diviser ; restez toujours unis. On veut réveiller au milieu de vous l'orgueil, la jalousie, la défiance : ordonnez à toutes les petites passions de se taire. Le plus beau de tous les titres est celui que vous portez tous. Nous serons tous assez grands quand nous aurons sauvé la Patrie. On veut annuller & avilir le le gouvernement républicain dans sa naissance ; donnez-lui l'activité, le ressort & la considération dont il a besoin. Ils veulent que le vaisseau de la République flotte au gré des tempêtes, sans pilote & sans but ; saisissez le gouvernail d'une main ferme, & conduisez-le, à travers les écueils, au port de la paix & du bonheur.

La force peut renverser un trône ; la sagesse seule peut fonder une République. Démêlez les piéges continuels de nos ennemis ; soyez révolutionnaires & politiques ; soyez terribles aux méchans & secourables aux malheureux ; fuyez à-la-fois le cruel modérantisme & l'exagération systématique des faux patriotes : soyez dignes du peuple que vous représentez : le peuple hait tous les excès ; il ne veut être ni trompé ni protégé ; il veut qu'on le défende en l'honorant.

Portez la lumière dans l'antre de ces modernes Cacus, où l'on partage les dépouilles du peuple en conspirant contre sa liberté. Etouffez-les dans leurs repaires, & punissez enfin le plus odieux de tous les forfaits, celui de revêtir la contre-révolution des emblêmes sacrés du patriotisme, & d'assassiner la liberté avec ses propres armes.

Le période où vous êtes est celui qui est destiné à éprouver le plus fortement la vertu républicaine. A la fin de cette campagne, l'infame ministère de Londres voit d'un côté la ligue presque ruinée par ses efforts insensés, les armes de l'Angleterre déshonorées, sa fortune

ébranlée, & la liberté assurée par le caractère de vigueur que vous avez montré : au-dedans, il entend les cris des Anglais mêmes, prêts à lui demander compte de ses crimes. Dans sa frayeur, il a reculé jusqu'au mois de janvier la tenue de ce parlement, dont l'approche l'épouvante. Il va employer ce temps à commettre parmi vous les derniers attentats qu'il médite, pour suppléer à l'impuissance de vous vaincre. Tous les indices, toutes les nouvelles, toutes les pièces saisies depuis quelque temps se rapportent à ce projet. Corrompre les représentans du peuple susceptibles de l'être, calomnier ou égorger ceux qu'ils n'ont pu corrompre ; enfin arriver à la dissolution de la représentation nationale : voilà le but auquel tendent toutes les manœuvres dont nous sommes les témoins, tous les moyens patriotiquement contre-révolutionnaires que la perfidie prodigue pour exciter une émeute dans Paris & bouleverser la République entière.

Représentans du peuple français, connoissez votre force & votre dignité. Vous pouvez concevoir un orgueil légitime. Applaudissez-vous non-seulement d'avoir anéanti la royauté & puni les rois, abattu les coupables idoles devant qui le monde étoit prosterné ; mais surtout de l'avoir étonné par un acte de justice dont il n'avoit jamais vu l'exemple, en promenant le glaive de la loi sur les têtes criminelles qui s'élevoient au milieu de vous, mais d'avoir écrasé jusques ici les factions sous le poids du niveau national.

Quel que soit le sort personnel qui vous attend, votre triomphe est certain. La mort même des fondateurs de la liberté n'est-elle pas un triomphe ? Tout meurt, & les héros de l'humanité, & les tyrans qui l'oppriment ; mais à des conditions différentes.

Jusques sous le règne des lâches empereurs de Rome, la vénération publique couronnoit les images sacrées des héros qui étoient morts en combattant contre eux ; on les appeloit les derniers des Romains. Rome dégradée sembloit dire chaque jour au tyran : « Tu n'es point un homme ; nous-mêmes, nous avons perdu ce titre en tombant dans tes fers. Les seuls hommes, les seuls Romains sont ceux qui ont eu le courage de se dévouer pour délivrer la terre de toi ou de tes pareils ».

Pleins de ces idées, pénétrés de ces principes, nous seconderons votre énergie de tout notre pouvoir. En butte aux attaques de toutes les passions, obligés de lutter à-la-fois contre les puissances ennemies de la République & contre les hommes corrompus qui déchirent son sein, placés entre la lâcheté hypocrite & la fougue imprudente du zèle, comment aurions-nous osé nous charger d'un tel fardeau sans les ordres sacrés de la patrie ? Comment pourrions-nous le porter, si nous n'étions élevés au-dessus de notre foiblesse par la grandeur même de notre mission, si nous ne nous reposions avec confiance

& ſur votre vertu & ſur le caractère ſublime du peuple que vous repréſentez.

L'un de nos devoirs les plus ſacrés étoit de vous faire reſpecter au-dedans & au-dehors. Nous avons voulu aujourd'hui vous préſenter un tableau fidèle de votre ſituation politique, & donner à l'Europe une haute idée de vos principes. Cette diſcuſſion a auſſi pour objet particulier de déjouer les intrigues de vos ennemis pour armer contre vous vos alliés, & ſur-tout les Cantons Suiſſes & les Etats-Unis d'Amérique.

Nous vous propoſons à cet égard le décret ſuivant :

La Convention nationale, voulant manifeſter aux yeux de l'univers les principes qui la dirigent & qui doivent préſider aux relations de toutes les ſociétés politiques; voulant en même temps déconcerter les manœuvres perfides employées par ſes ennemis pour alarmer ſur ſes intentions les fidèles alliés de la nation françaiſe, les Cantons Suiſſes & les Etats-Unis d'Amérique ;

Décrète ce qui ſuit :

ART. I. La Convention nationale déclare, au nom du Peuple français, que la réſolution conſtante de la République eſt de ſe montrer terrible envers ſes ennemis, généreuſe envers ſes alliés, juſte envers tous les peuples.

II. Les traités qui lient le Peuple français aux Etats-Unis d'Amérique & aux Cantons Suiſſes, ſeront fidellement exécutés.

III. Quant aux modifications qui auroient pu être néceſſitées par la révolution qui a changé le gouvernement français, ou par les meſures générales & extraordinaires que la République a été obligée de prendre momentanément pour la défenſe de ſon indépendance & de ſa liberté, la Convention nationale ſe repoſe ſur la loyauté réciproque & ſur l'intérêt commun de la République & de ſes alliés.

IV. La Convention nationale enjoint aux citoyens & à tous les fonctionnaires civils & militaires de la République de reſpecter & faire reſpecter le territoire de toutes les nations neutres ou alliées.

V. Le comité de ſalut public eſt chargé de s'occuper des moyens de reſſerrer de plus en plus les liens de l'union & de l'amitié entre la République & ſes alliés, & notamment les Cantons Suiſſes & les Etats-Unis d'Amérique.

VI. Dans toutes les diſcuſſions ſur les objets particuliers de réclamations reſpectives, il manifeſtera aux nations amies, & notamment aux Cantons Suiſſes & aux Etats-Unis d'Amérique, par tous les moyens compatibles avec les circonſtances impérieuſes où ſe trouve la République, les ſentimens d'équité, de bienveillance & d'eſtime, dont la nation françaiſe eſt animée envers eux.

VII. Le préſent décret & le rapport du comité de ſalut public ſeront imprimés & traduits dans toutes les langues, répandus dans toute la République & dans les pays étrangers, pour atteſter à l'univers les principes de la République françaiſe & les attentats de ſes ennemis contre la ſûreté générale de tous les peuples.

Le décret ci-deſſus, propoſé par le comité de ſalut public, a été rendu par la Convention nationale.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.